

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Guatemala-la-tragedie-paysanne-continue-au-Guatemala-avec-les-paramilitaires-de-la-l-apres-guerre>

Guatemala : la tragédie paysanne continue au Guatemala avec les paramilitaires de la l'après-guerre.

Date de mise en ligne : dimanche 18 septembre 2005

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par **Marcelo Colussi et Sergio de León**

Albedrio.org, février 2005.

[Leer en español](#)

Le présent article, divisé en trois parties, se concentre principalement sur le processus de compensation exigé par les ex Patrouilleurs d'Auto-défense Civile (Ex PAC) à partir de la signature des Accords de Paix de 1996 et les trois dernières administrations de gouvernement. Nonobstant ce qui précède, cette première partie de l'article fournit un bref rappel des faits significatifs dans le processus de militarisation et polarisation sociale et politique dans la dynamique communautaire démographique actuelle. Les documents/rapports « Mémoires du Silence » de la Commission pour l'Éclaircissement Historique (CEH) et « Guatemala : Jamais Plus » du Projet Interdiocèse Récupération de la Mémoire Historique du Guatemala (REMHI), sont utilisés dans plusieurs parties de cet article puisqu'ils traitent ce sujet avec une profondeur exhaustive et détails. Les données présentées là sont dans beaucoup de cas approximatives, citant outre les deux documents principaux mentionnés précédemment, d'autres articles comme des revues de presse, essais, documents, rapports, données statistiques et chiffres fournis par des auteurs, organisations et institutions.

En ce sens, l'information présentée déjà a été élaborée par d'autres ressources ou moyens journalistiques, académiques, institutionnels, etc.. Toutefois, l'intention fondamentale de cet article est de mettre ensemble plusieurs pièces parmi les plus importantes ou significatives du problème et de les analyser. De sorte qu'on révise et apporte ainsi une vision générale du phénomène PAC et sa dérivation dans l'ex PAC depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui. Il faut tenir compte très clairement que le problème de l'existence de l'ex PAC et son exigence de compensation économique a été jugée par différents groupes de la société guatémaltèque et internationale comme appropriée ou inadéquate, ou juste ou injuste, vu le rôle historique qui lui a incombé de tenir ces dernières pendant le conflit armé et ensuite après la signature de la paix. Ce qui est certain, c'est que le problème n'a pas été encore résolu clairement. Cela a avoir avec les antécédents démagogiques de l'administration « eferregiste » (Parti FRG) pour faits un premier paiement pour ces services, ainsi qu'une promesse de campagne de l'actuelle coalition du « GANA », qui gouverne actuellement, cherchant ainsi de façon ambivalente une solution au problème.

La justification et l'annulation de cette compensation n'a pas représenté une solution totale qui satisfasse l'ex PAC et encore moins le reste de la société. Cela a plutôt causé une polarisation plus grande, une confrontation et une indignation dans la société guatémaltèque. Il reste à voir si on donne à ce problème un règlement définitif par la voie légale, par la voie politique et par la voie sociale et culturelle ; un défi qui paraît très difficile à affronter comme faisant partie des effets de l'après-conflit au sein du pays. L'ensemble de la société est une fois de plus divisée à ce sujet. Ceci est du dans une grande mesure - en accord avec la Mission de Nations Unies pour le Guatemala (MINUGUA) récemment terminée - auquel l'Agenda pour le Développement et la paix, c'est-à-dire, les Agendas de Développement des Gouvernements qui passent depuis la signature de la paix en 1996 - qu'ils incluaient ou incluent : les accords de paix, leurs recommandations, son calendrier de mise en oeuvre et de vérification - avec d'autres projets de développement de portée globale et nationale stratégiques, ils ont été conjointement mis en oeuvre de façon minimale ou ont été abandonnés dans leur quasi totalité. Par conséquent la crise de légitimité et de crédibilité dans les institutions de l'État continue, celle qui est entraînée depuis énormément d'années. Le pouvoir politique et économique n'ont pas de manière satisfaisante résolu les problèmes les plus pressants du pays (sécurité, emploi, investissement, crédit, éducation, santé entre autres). Les problèmes structurels du modèle de développement du pays - qui se sont accentués durant les années quatre-vingt avec le conflit armé et qui ont violenté, appauvri et marginalisé encore plus la majeure partie de la société guatémaltèque et qui ont fait place à la période la plus dure que la guerre civile- continuent sans solution.

En ce sens, en commençant à faire une analyse critique de la réalité guatémaltèque, les injustices - structurelles et

historiques - se manifestent également dans la discrimination ethnique, profondément présente dans la vie quotidienne. Dans un pays dont près de 60% de la population est d'origine maya, les groupes indigènes sont marginalisés sur leur propre terre, condamnés à l'exclusion sociale, économique et politique. Jusqu'à la moitié du siècle dernier les propriétés étaient vendues avec 'tout ce qui était cloué et planté, Indiens inclus'. Cette situation a commencé à changer - certes très lentement -, mais le racisme régnant imprègne encore toutes les relations. Par exemple : il est commun d'écouter parmi la population non- indigène l'expression « être pauvre mais non indien ». Toutefois, une grande partie de la main d'oeuvre agricole est constituée par la population indigène dans le domaine de l'agriculture d'exportation qui produisent la plus grande quantité de devises et qui ont traditionnellement nourri les opulentes aristocraties du sucre et du café.

La militarisation et l'autoritarisme de la société guatémaltèque ont leurs racines dans la nature du modèle socio-politique et économique de l'État à travers son histoire. À ces injustices d'ordre ancestral, qui définissent en bonne part l'identité du pays, on ajoute d'autres plus récentes, liées aux effets la Guerre Froide et aux scènes que la confrontation Est/Ouest a apportées clefs en main durant ces dernières décennies. Le Guatemala a été un des pays de l'Amérique latine où la guerre interne entre mouvement partisan et Armée a atteint la plus grande virulence ; après 36 années de lutte armée il y a officiellement un registre approximatif de 200.000 morts, 40.000 disparus, plus de 600 massacres de villages dans des zones rurales, un million de personnes déplacées en accord avec les rapports de la CEH, la REMHI, ACNUR et MINUGUA entre autres. La polarisation sociale récente au niveau national et principalement au niveau communautaire a été exacerbée à la suite de la militarisation et de la para-militarisation du Guatemala. Pour analyser certains des principaux problèmes décrits précédemment, le premier groupe de questions initiales de cette première partie de l'article se focalise dans ce qui suit : Quel a été l'impact politique, économique et social de la création de la PAC dans le secteur rural du Guatemala ? Étroitement mis en rapport à la première question, s'en pose une autre : Quels ont été quelques uns des principaux résultats de la participation de la PAC comme faisant partie des tactiques de contre-insurrection mises en oeuvre par l'État guatémaltèque ?

Dans la sphère politique, la militarisation de toute la vie nationale fut énorme, avec des conséquences qui demeurent, et qui sans doute continueront à marquer plusieurs générations. A cela , s'ajoute, comme un élément - qui a fait beaucoup de mal, et continuera à le faire pendant des décennies - une division forcée de la population dans les secteurs ruraux où, depuis une manipulation manichéenne par laquelle a été menée à bien la stratégie contre-insurgée, les réseaux communautaires traditionnels ont été virtuellement réduits ou éteints. Par exemple, en accord avec le rapport de la CEH, l'effet produit par le recrutement dans l'Armée, dans l'URNNG et dans la PAC. Outre le contrôle direct au moyen de la PAC dans l'étape initiale du processus, la militarisation de la société a été faite à grande échelle. Les maires des villes et les auxiliaires étaient désignés dans tout le pays par le gouvernement militaire et nombre des gouverneurs départementaux ont été des militaires. Les directeurs généraux des services de l'État, ministres et vice-ministres inclus, sont venus du monde militaire.

Avec la PAC, comme élément des stratégies antiguerrilleras de l'État, on a forcé la population masculine des zones rurales, - où opéraient les forces des insurgés - des adolescents à hommes du troisième âge, à s'intégrer à des structures paramilitaires officiellement présentées comme volontaires. Les paysans pauvres, mayas, ont été utilisés comme troupe d'appui dans la logique de la Doctrine de Sécurité Nationale, laquelle a été développée par l'armée guatémaltèque avec l'appui du département d'État américain. La PAC a été le principal allié de l'Armée dans sa lutte contre la guérilla, et plus encore, contre la base sociale de cette dernière : d'autres paysans pauvres, mayas, autant exclus historiquement que les dits patrouilleurs.

On peut dire dans l'ensemble que la lutte armée a été en majorité menée, bien que non exclusivement, entre des groupes de paysans indigènes divisés par la force et/ou par l'idéologie des groupes dirigeants de la guérilla et de l'armée. La CEH a en outre constaté la participation au conflit des groupes appartenant au pouvoir économique, les partis politiques, les universitaires et les églises, ainsi que d'autres parties de la société civile. Ce qui est tragique dans cette histoire, c'est que la plupart des victimes comme des assassins sont, en substance, les mêmes : des paysans pauvres, d'origine maya, sans poids politique dans les décisions nationales, victimes historiques d'un modèle d'exclusion qui tout au long de l'histoire du pays n'a en quasiment rien changé depuis ses origines lors de la conquête.

Guatemala : la tragédie paysanne continue au Guatemala avec les paramilitaires de la l'après-guerre.

Une fois terminée la guerre - parce que la nouvelle recombinaison des forces après la chute du bloc soviétique n'en avait plus besoin fondamentalement - victimes et assassins n'ont pas changé leur situation de paysans pauvres et d'indigènes discriminés. Mais la rupture de leurs réseaux sociaux de base a été consommée ; les rancunes de la militarisation sont encore en vigueur, et bien que des victimes et les assassins doivent partager par force le même espace géographique - les montagnes qui étaient théâtre d'opérations de guerre, les villages éloignés, les plus éloignés de la capitale -, l'histoire de cette division ouverte ne va pas s'éteindre dans l'immédiat. Bien que les Accords de Paix qui ont mis fin à cette longue confrontation stipulent des mesures de réparation pour les victimes, huit années après la fin de la guerre civile, la justice devant tant de crime n'arrive pas encore à être faite. On parle beaucoup de réconciliation, mais devant une injustice qui chaque fois devient plus grossière, cette réconciliation est rendue très difficile. Surtout quand ceux qui sont vus comme assassins, en utilisant la menace et la force, ont obtenu qu'on porte attention à leurs demandes et ont déjà reçu en partie une compensation qu'on n'a pas donné voire qu'on a refusé à ceux qu'on considère comme victimes.

Dans la sphère économique, en accord avec le rapport de la CEH, la para-militarisation a été contrôlée presque complètement par l'État et s'est produite à une grande échelle dans le secteur rural et plus encore dans ce qu'on appelle les zones de conflit pendant les années quatre-vingt et la moitié des années quatre-vingt-dix du XXème siècle. Les Patrouilles d'Auto-défense Civile (PAC) ont été reconnues légalement avec l'Accord Gouvernemental 222-83 du 14 avril 1983. Toutefois, depuis 1981 dans plusieurs régions du pays, avaient été organisés des groupes d'auto-défense civile, et depuis 1982 ceux-ci ont agi de manière coordonnée avec les plans de campagne de l'Armée Victoria 82 et Firmeza 83, sous le nom de Patrouilles d'Auto-défense Civile. Le recrutement, principalement dans la PAC, a réduit de façon drastique le niveau de la production, ce qui s'est avéré plus grave encore dans les secteurs de conflit.

Dans le rapport de la CEH on dit qu'au début des années 80, environ 170 000 familles ont dû abandonner leurs activités quotidiennes en raison de la confrontation. Dans ces familles, qui représentaient jusqu'à 850 000 personnes, on compte quelque 100 mille morts et disparus, 600 mille déplacés à l'intérieur du pays et 150 000 réfugiés qui sont partis en majorité vers le Mexique. Autrement dit, plus de 10% de la population que comptait le Guatemala à cette époque a été directement touchée par la confrontation armée.

On estime que les troupes régulières de l'Armée ont entre 1980 et 1985 triplé le nombre de leurs recrues pour atteindre 50 000 en 1985. En ce qui concerne production, ceci signifie que l'économie n'a pas compté, durant chacune de ces cinq années, avec 30.000 hommes en âge de travailler, outre les 15.000 qui faisaient déjà partie de l'Armée à la fin des années 70. Bien que le recrutement ait diminué entre 1985 et 1989, pendant 10 ans, l'augmentation de l'Armée a eu comme effet de retirer en moyenne 26.000 hommes par an de la Population Économiquement Active (PEA). Cet effet a été plus limité du côté des forces insurgées étant donné le nombre significativement plus réduit des combattants. Ainsi, on peut estimer que compte tenu à leur engagement dans les forces des insurgés, environ 3000 personnes par an n'intégraient déjà pas la PEA.

Le cas de la PAC fut plus significatif, comptant 1 million de membres en 1982, ce chiffre s'est réduit à 600.000 en 1986 et à 270.000 en 1996 selon le même rapport de la CEH, (les institutions de l'État comme l'Armée et l'exécutif n'ont pas réussi « officiellement à déterminer » jusqu'à présent, le nombre de membres qui ont été directement liés à la PAC). Bien que plus tard le nombre de membres et le degré de travail non rémunéré exigé aient diminué, on estime que ce travail obligatoire - équivalent à un cinquième du temps potentiellement productif des membres de la PAC - a représenté une absence équivalente à 97.000 personnes par an pour la PEA pendant les années 90. Ainsi, entre l'Armée, la PAC et l'URNG, l'équivalent de plus de 125 000 personnes par an ont été retirées de l'activité économique (5.2% de la PEA) pendant cette période. Cela a produit une perte cumulée de quelque 3,5 milliards de dollars (en dollars 1990), qui correspond à presque 50% du PIB de 1990.

Dans la sphère sociale, selon le rapport de la CEH, le contrôle des Communautés principalement dans les secteurs du conflit a été massivement exercé au moyen de la PAC, avec des effets institutionnels : les dits Comités

Guatemala : la tragédie paysanne continue au Guatemala avec les paramilitaires de la l'après-guerre.

Volontaires de Défense Civile, organisés sur la référence structurelle de l'Armée. Avec la formation de la PAC, l'Armée a mis en place une organisation civile contre les mouvements partisans et un contrôle physique et psychologique de la population. A l'intérieure du pays la formation de la PAC a infligé un grand coup, produisant des changements profonds dans la structure interne des Communautés. Les autorités naturelles de celles-ci, comme les Conseils des Personnes, les maires auxiliaires et principaux, entre autres, ont cessé de fonctionner ou ont été marginalisées et leur rôle a été tenu dès lors par les chefs de la PAC, agents de liaisons des autorités gouvernementales. Du point de vue de l'Armée le bilan initial du rôle joué par la PAC fut positif quant à la réalisation des objectifs assignés. Suite à ce bilan, tant les fonctionnaires militaires que les conseillers de l'armée ont accordé une grande valeur au résultat atteint grâce à la formation de milices dépendant de l'Armée. On considère même que sans la PAC et son activité comme arme « contre-insurgée » il aurait été pratiquement impossible de contrôler les avancées du mouvement partisan au sein de la population indigène et campagnarde.

L'impact des nouvelles procédures organisationnelles- inévitables dans leur majorité et volontaires dans leur minorité- à des fins de révolte et de contre- révolte, ont donné lieu à une culture militariste promue tant par l'Armée que par la guérilla. Cette culture a nui aux structures organisationnelles et communautaires traditionnelles et a introduit de nouveaux critères dans l'exercice du pouvoir et de l'autorité. Basé par tradition sur des valeurs de service et de solidarité, celui-ci a été imprégné par une pratique fondée sur l'arbitraire et la force, exercée souvent à travers la violence directe. Conséquence de la formation de la PAC, on apprécie chez les commissaires militaires et autres modèles d'encadrement de l'Armée, une conduite d'obéissance, une pratique du pouvoir essentiellement autoritaire et un contrôle oppressif de la population.

Le second groupe de questions est : combien de personnes, familles, communautés, départements ou régions représentent la concentration la plus grande, moyenne et la plus petite de l'ex PAC ? Où (régions, départements et Communautés) se sont déroulées la plupart des disparitions, tortures, massacres et autres actes de violations des droits de l'homme dans lesquels les PAC ont pris part directement ou indirectement ?

Selon la CEH, dans les années 80, les patrouilles civiles ont été créées sur tout le territoire, à l'exception de l'Est, dans les départements de Progreso, Zacapa et Jutiapa. Dans ces lieux, les commissaires militaires formaient la structure militaire la plus forte et il n'y avait quasiment pas de confrontation armée (il faut rappeler que durant les années 60, le mouvement partisan dans le secteur rural s'est précisément développé dans ces trois départements, souffrant d'une très forte répression de l'appareil d'État, qui a renforcé le système paramilitaire de surveillance communautaire avec l'augmentation commissaires militaires et des maires auxiliaires liés aux premiers). En revanche, selon la CEH, la REMHI et les Rapports de Développement Humain des Nations Unies, l'implication majoritairement forcée de la population civile dans la confrontation armée intérieure au moyen de la PAC a été aussi nettement plus grande dans les départements qui disposaient d'une population maya plus importante, souffrant des indices de pauvreté extrême les plus élevés (Quiche, Huehuetenango, San Cadre, Chimaltenango, Haute et basse Verapaz). L'instauration de la PAC a constitué une nouvelle forme d'utilisation de la force de travail indigène à grande échelle et sans coût, comme cela avait été fait sous la Colonie et aux débuts de la République. Dans ce cas, l'utilisation des indigènes comme main d'oeuvre gratuite a été faite en fonction d'objectifs militaires. Selon le REMHI, la déstructuration des propres systèmes d'autorité et de contrôle indigènes permettait la dépendance des Communautés face aux structures et aux commandements militaires, les rendant vulnérables face aux attaques, et les a restructurés en fonction d'une logique militaire.

Le troisième groupe de questions qui est analysé est : Comment pourrait-on réconcilier une population déchirée si toute la stratégie en jeu a consisté à détruire les tissus sociaux, à casser la solidarité, à favoriser la méfiance et à

Guatemala : la tragédie paysanne continue au Guatemala avec les paramilitaires de la l'après-guerre.

augmenter une paranoïa de guerre ? De quelle manière réconcilier une société qui continue à voir, entre terrorisée et atone, de quelle façon l'impunité campe hautaine partout ? Est-il possible de construire la paix quand il y a tant de faim, sur tant d'injustice, avec tant de violence rampante ?

Cette masse d'ex patrouilleurs, après la signature de la paix le 29 décembre 1996, a été oubliée par son commandement réel : l'Armée. Aucun de d'eux n'a reçu de compensation pour son travail paramilitaire puisque, au moins hypothétiquement, ils étaient volontaires.

Des années après leur démobilisation formelle, l'administration passée - Le Front Républicain guatémaltèque, dont le fondateur et l'homme fort est l'ex dictateur général José Efraín Ríos Montt - les a, en 2003, dans le cadre de sa stratégie de réélection, remises à flot dans le système social en leur promettant des compensations économiques en échange de leur vote (« les héros de la patrie » comme les a appelés l'ex président Alfonso Portillo). Ainsi, on leur a fait un premier versement, tout en faisant du chantage sur les suivants : si le FRG gagnait les élections (prévues en décembre), les autres versements suivraient. Le parti au pouvoir ayant changé - Ríos Montt fut à peine la troisième force dans la lutte électorale -, les compromis faits sous l'administration précédente sont passés dans une situation légale confuse. Ne faisant pas partie des obligations fixées dans les Accords de Paix, ils sont devenus de toutes façons des engagements de l'Etat, bien que de manière irrégulière.

La nouvelle administration de Oscar Berger, arrivée au gouvernement en janvier 2004, ne sait pas - ou ne veut pas, ou ne peut pas, ou un mélange de tout ceci - résoudre cet héritage. Le débat social a été ouvert à ce sujet : les ex patrouilleurs sont-ils des victimes ? Méritent-ils d'être indemnisés ? Doit-on leur faire un procès pour violation des droits humains ?

En outre, ce sujet ouvre le débat pas seulement sur la pertinence ou non du paiement : au cas où on déciderait qu'il faut payer, la question est où prendre l'argent pour le faire. À ce sujet il est clair que l'administration actuelle ne sait pas où chercher ces fonds, et il s'agit de gagner du temps avec des réponses dilatoires. « Le sujet de la PAC est un fantôme que nous devons dépasser », a récemment déclaré le président Berger, en démontrant que cette problématique fait partie d'un héritage brûlant reçu du gouvernement précédent. En ce moment, on envisage la possibilité d'obtenir des ressources à partir de l'encaissement des péages pour la circulation des véhicules sur une autoroute qui pourrait être construite, qui unirait la Capitale avec el Rancho. De ce compte, avec ces recettes fraîches - l'autoroute est pour l'instant un projet qui est seulement en phase d'analyse -, si en 2005 sa construction est vraiment commencée, peut-être au cours de l'année prochaine on pourrait disposer des fonds additionnels. Tout cela est assez incertain pour le moment, ce qui est clair c'est que le problème des patrouilleurs est loin d'être résolu dans l'immédiat. Pour le moment, le corps de patrouilleurs a arraché au Congrès de la République une loi qui légitime son paiement, par des moyens de pression - le 3 novembre a eu lieu une grande mobilisation qui a paralysée tout le pays. De toute façon cette loi a été récusée ensuite par des organisations de la société civile opposées à cette indemnisation, et a été refusée à trois reprises par le conseil Constitutionnel, et cette mesure est ainsi entrée dans un flou juridique aux détours interminables. Pour le moment, les organisations qui rassemblent les ex paramilitaires ont de l'espoir dans les mesures qu'elles réclament ; de fait, jusqu'à fin 2004 ils n'ont perçu aucun nouveau paiement.

Au-delà de la discussion que tout ceci produit, ce que montre la situation actuelle, c'est que les injustices continuent au Guatemala. En plus d'avoir détruits les réseaux minimaux de coexistence -ce qu'ont voulu les stratégies contre-insurgées, pilotées en définitive par Washington -, la polarisation insurmontable de la société se renforce une fois de plus avec ce qui arrive. Devant les quantités monumentales de victimes qu'a laissées la guerre (morts, mutilés, orphelins, veufs, gens qui ont perdu le peu qu'ils possédaient, population avec des traumatismes psychologiques), la réponse de l'État a été minimale, pour ne pas dire inexistante. Récemment, huit années après la fin du conflit, on met en oeuvre un Programme National d'Indemnisation, géré par la dirigeante maya Rosalina Tuyuc - sur des fonds du budget ordinaire de l'Etat - qui a prévu de déboursier 30 millions de quetzales (quelque trois millions et demi d'euros) pour l'année 2004, plus 300 millions de quetzales (presque 35 millions d'euros) chaque

Guatemala : la tragédie paysanne continue au Guatemala avec les paramilitaires de la l'après-guerre.

année jusqu'en 2017 pour atteindre - sur 13 ans d'intervention - 3, 030 milliards de quetzales (337 millions d'euros), pour s'occuper d'une quantité encore incertaine de victimes, mais dont on estime qu'elle sera beaucoup plus importante que celle des patrouilleurs.

D'autre part - les injustices continuent - les ex patrouilleurs ont déjà reçu 1.000 millions de quetzales avec un premier paiement l'année 2003, en ayant en ayant établi un budget (somme qui, évidemment, devrait être déduite d'autres services publics) pour encore 1.380 millions pour l'année 2004 - argent qu'ils n'ont pas encore perçu -, 1.200 millions pour 2005 et 1.200 millions pour le 2006, ainsi ils totaliseraient 4.880 millions durant ces quatre années. Importante donnée : Le paiement effectué bénéficie à beaucoup de paysans qui n'étaient même pas nés, ou qui étaient des enfants, pendant la guerre. Définitivement la balance s'incline de manière injuste au Guatemala, et la tragédie des campagnes, la tragédie des peuples mayas n'est pas près de finir dans l'immédiat.

Alors : comment réconcilier des groupes de population ? La réconciliation - en regardant et comparant d'autres expériences - est très difficile, impossible peut-être, s'il n'y a pas de justice. Et même, avec justice, il est difficile de réconcilier deux acteurs aussi extrêmes, aussi opposés que victimes et bourreaux. En définitive : pourquoi se réconcilieraient ils ? Une chose est l'idée, externe au processus, de dire : 'une société ne peut pas éternellement vivre en guerre, par conséquent il faut se réconcilier'. Une autre chose très différente est la possibilité réelle que cela arrive. Pourquoi une personne torturée, ou une veuve va s'embrasser avec son bourreau ? Comment, au nom de quoi ? Ce qui en effet arrive, c'est que la vie continue, par force, et les populations produisent des mécanismes pour continuer à survivre, pour partager y compris des espaces communautaires entre des victimes et bourreaux, même si profondément, la haine et la méfiance restent. La réconciliation est possible en termes individuels, après une lutte avec la paire elle-même, avec un parent, avec un voisin ; mais cela ne fonctionne pas avec des catégories semblables en termes sociaux. Plus de 60 ans après, les nazis restent haïs par les victimes juives ou les descendants de victimes, et par les non juifs en tant exemple de ce qui ne doit plus jamais arriver : la haine ethnique, l'idée de 'race supérieure'. Qui pourrait se réconcilier avec ces assassins suffisants et convaincus de leur activité ? En tout cas, beaucoup d'entre eux ont été jugés, et condamnés. En homologuant la question : pourquoi demander à une paysanne veuve - qui a vu comment ils torturaient ses fils ou son conjoint et ensuite les tuaient à coup de machette ou les brulaient- de se réconcilier avec l'homme qui reste ensuite sur sa terre et qui agissait alors comme PAC ? Comment pourrait-on l'accepter comme un ami, un égal, un compagnon de sa Communauté ?

Dans beaucoup de pays qui, emportés par la logique de la Guerre Froide, durant les dernières décennies du XXème Siècle entraînés dans des conflits internes fratricides, on a vécu des processus post guerre où la réconciliation fut le centre de la vie sociale. Et toutes les expériences ont démontré, systématiquement, la même chose : il ne peut pas y avoir la paix s'il n'y a pas de justice. Pourquoi le Guatemala doit-il être différent ?

En ce sens, on fait une extension résumée du problème de la réconciliation et l'activation des membres de l'ex PAC au Guatemala. Il y a quelques points importants à analyser sur l'impact et les effets psycho-sociaux et culturels de la pratique de la violence. Il y a quelques éléments absents du processus de réconciliation et qui ont conjointement contribué avec beaucoup d'autres -que chercheurs, essayistes et journalistes ont traités déjà- et qu'ils mettent à terre ce processus. La réconciliation a généralement été refusée ou évitée, ou n'a pas mis l'attention nécessaire, ou on l'a intentionnellement oubliée. Ce problème fondamental a été présent tout au long de la majeure partie du processus de construction de la paix au Guatemala. On a commis plusieurs erreurs de procédure, en essayant de développer ce processus tant dans la coopération nationale qu'internationale. Certaines des leçons apprises ont été examinées par MINUGUA peu avant sa retraite à la fin de l'année dernière.

La réconciliation non seulement a un aspect formel, légal, social et institutionnel, mais a des aspects moraux et symboliques très importants dans l'imaginaire collectif, dans l'âme de la société en général. L'affaire est qu'on a refusé historiquement un espace de développement à la réconciliation de nature éthique et symbolique, comme partie fondamentale de l'après conflit.

Guatemala : la tragédie paysanne continue au Guatemala avec les paramilitaires de la l'après-guerre.

Trois exemples importants à trois moments différents du processus de paix démontrent le problème complexe de la réconciliation :

- ▶ 1. L'amnistie déclarée par les parties les plus belligérantes dans le conflit armé (armée et guérilla) comme premier pas pour accepter les négociations de paix, sans qu'il y ait- jusque là une excuse publique qui de façon officielle et institutionnelle demanderait un pardon conditionnel (négocié et accordé) directement avec les Communautés touchées par leurs actions (non uniquement le pardon public présidentiel stipulé par les accords).
- ▶ 2. La transformation lente et faible des institutions de l'État qui a favorisée au sein de ses propres structures l'impunité et l'absence de droits humains, citoyens et institutionnels.
- ▶ 3. La faible et pauvre mise en oeuvre des Accords de Paix en matière de réconciliation entre autres sujets fondamentaux, avec comme base les recommandations de la CEH et différents calendriers qui ont été élaborés à chaque réunion du Conseil Consultatif et les Pays Amicaux du processus de paix durant les deux derniers gouvernements pour essayer de réactiver le processus.

Ces trois exemples fournissent une illustration à la négation ou la limitation substantielle d'un véritable processus de réconciliation de transformation avec des principes moraux et symboliques. Au contraire, ils contribuent à la croissance de la violence comme culture dominante, généralisée et étendue au sein de la population. La culture de la violence a été complètement validée et potentialisée dans sa pratique quotidienne, comme exercice du pouvoir individuel et collectif contre les autres.

La culture de la violence fut et demeure un processus symbolique qui a montré parmi différentes générations de la population guatémaltèque que l'injustice et l'iniquité du modèle de développement existant, a pour l'instant gagné à nouveau. Que la guerre civile et les négociations de paix pour essayer de récupérer l'équilibre et la compensation politique, économique, sociale et culturelle a eu des résultats très faibles et vagues, apparemment ce fut en vain, et même dans leurs objectifs généraux ils ont échoué jusqu'à présent. C'est-à-dire, au niveau du psychisme collectif, l'aliénation et l'absence de solution favorable aux mécanismes de compensation politique, économique, sociale et culturelle mentionnées ci-dessus, des guatémaltèques devant le manque de justice, d'équité et de droits fondamentaux, ont eu comme impact de créer un plus grand désespoir par des conditions pauvreté, une plus grande frustration et du ressentiment par le manque d'accès à l'activité économique et à la mobilité sociale étant donné le modèle d'exclusion, discriminatoire et raciste de l'État et de la société guatémaltèque. Cela a aussi amplifié la violence psychologique et sociale au sein de la population avec des manifestations conflictuelles comme celles des jeunes générations sans visions sur leur d'un futur (le cas des maras, ceux qui dans leur majorité font partie des couches métis- indigènes plus marginalisées et plus violentées par le modèle d'exclusion au niveau urbain dans le pays et principalement dans la capitale où il y a le plus principal flux migrateur permanent du pays).

Alors l'interprétation symbolique et morale tirée ce qui est psychologique ou culturel se manifestent dans des comportements pathologiques agressifs et délictueux aigus. Cela s'est généralisé dans la perception et l'acceptation généralisée et chaque fois plus active 'de la loi du plus fort'. Celle-ci s'est imposée à la coexistence pacifique en égalité de droits et responsabilités ; la leçon apprise une fois de plus après ce dernier cycle de 36 ans de violence est : il faut faire des dommages parce qu'on a souffert des dommages et on continue à souffrir des dommages, et quand on nous en fera encore, il faut réagir de la même façon, mais cela est un signe de vulnérabilité, de faiblesse, de friabilité. La société et l'État ne vont pas protéger l'individu citoyen qui essaye de respecter et sauvegarder l'ordre et la sécurité de la société et de l'État, au contraire il sera encore la cible à la violence des autres. Si on pratique la violence, on peut obtenir un statut social, économique, du respect, un accès au système et au pouvoir surtout. Le plus important : on récupère, conserve et dégage pouvoir, force et statut, etc. Cela procure une sensation de pouvoir individuel, propre et envers les autres, une sensation et une perception de dominer le destin et la situation tant au niveau personnel que collectif.

Pour l'énoncer de façon simpliste dans la psychologie critique et les principes psychanalytiques de type 'par Adleriano et Jungiano', où on explique la culture de la violence généralisée par une réaction et une combinaison de forces ou de facteurs de l'environnement à travers un processus historique violent, despotique, répressif, discriminatoire et excluant, plus le psychisme universel conscient- inconscient est touché par les années de violence, plus l'ethos culturel de la société ou la population est autoritaire et répressif comme reflet des deux autres éléments.

Si nous essayons de donner un exemple : nous avons que l'ex PAC utilise la force et la pression politico-sociale pour essayer de persuader le gouvernement ; ils veulent avoir une incidence nationale et une participation directe les décisions de l'État en ce qui concerne leurs intérêts de compensation économique ou matérielle avec des mesures de faits et veulent casser le cercle de l'exclusion par des mesures en majorité violentes.

Ils veulent s'approprier une petite partie de la richesse de l'État par la force, d'un État déprédateur et non bienfaiteur par nature, qui dans le passé les a obligé - de façon répressive - à faire partie de la stratégie contre-insurgée (l'État autoritaire les a reconnus comme victimes-coupables de sa pratique de violence institutionnalisée et systématisée). Par des mécanismes explicites de contrainte, confrontation et participation violente, les ex PAC avec des stratégies autoritaires cherchent dissuader et persuader le reste de la société et les institutions de l'État.

Quelques questions analytiques sont en ce sens : l'ex PAC voudront ils exercer un pouvoir de facto, avec des mesures violentes constantes, comme l'ont fait beaucoup de politiciens partisans, membres de l'oligarchie et de l'Armée, profitant des faiblesses, forces, avantages et inconvénients des institutions de l'État, et plus récemment du capital émergent avec les réseaux de trafic de drogues ? Est-ce que les ex PAC cherchent imiter l'appropriation de la chose publique par la force en profitant de la conjoncture politique que traverse le gouvernement et qui rendent son pouvoir et contrôle politique et social très fragiles et changeants ?

Utiliseront-ils un mécanisme autoritaire de compensation (social et économique) alignant une stratégie contre-insurgée à une demande et pression sociale collective, contre les groupes traditionnels au pouvoir qu'ils ont soutenu pendant le conflit armé ? Dans la redéfinition opérationnelle de la stratégie d'organisation de la contre-insurrection à une demande et pression sociale pour la compensation économique, il est implicite d'essayer de contrôler son destin et ses intérêts de groupe dans la fragmentation de classe et de secteur du post-conflit.

En ce sens il y a des parallélismes avec les autres groupes en usufruit de l'État, ce qui ne justifie pas, bien sûr, leurs demandes, pour des raisons morales et historiques. Alors dans la logique de la force et la pratique du pouvoir politique au Guatemala (au sens de la pratique du pouvoir réel et de l'action sociale pour atteindre des objectifs sans en avoir les moyens), se justifie alors comme logique d'action- dans la façon de vouloir les satisfaire vu les antécédents socio-politiques et socio-culturels de la culture de la violence qui est pratiquée dans le pays.

De façon lamentable pour l'histoire du pays et notamment pour le conflit armé, qu'on veuille ou non le reconnaître, les membres de la PAC sont coupables et victimes ; une dualité très difficile à séparer et à la fois d'accepter, bien qu'elle on ne puisse la nier (la majorité sont des paysans ou des travailleurs agricoles, indigènes ou métis pauvres, la majorité en marge ou rejetés de l'une ou l'autre manière par le reste de la société dans son ensemble, principalement la classe dominante). C'est le résultat une fois de plus de ce problème structurel du modèle socio-économique et socio-politique non résolu depuis la formation de l'État despotique guatémaltèque sur qui est tombé le syndrome de la Guerre Froide et les tactiques horribles contre-insurgées de génocides importées par les puissances hégémoniques mondiales en leur temps. Le pays a désastreusement été polarisé, a polarisé que ce qui était déjà historiquement. Dans ce scénario, les espoirs de développement sont très faibles et limitées.

La rationalité et la stratégie de la Guerre Froide, la global- corporative s'est unie à la rationalité oligarchique nationale. Toutes les deux ont historiquement eu et ont des valeurs, principes, objectifs et objectifs semblables : il faut utiliser ou sacrifier tout secteur socio-économique comme moyen pour justifier la fin, et maintenir l'ordre ou un

Guatemala : la tragédie paysanne continue au Guatemala avec les paramilitaires de la l'après-guerre.

certain ordre socio-économique (contrôle et production), il faut instrumentaliser stratégiquement l'utilisation et l'extraction des ressources, la richesse et le profit obligatoires, la spoliation étrangère. Il faut faire front et diviser les contre les autres. Le processus d'extraction de richesse doit continuer sans importer le coût que subissent les ressources naturelles ni le capital social.

Bibliographie :

- ▶ **Aguilera, Gabriel.** Realizar un imaginario : la paz en Guatemala, Guatemala, UNESCO/FLACSO, 2003

- **Azpuru, Dinorah.** La Cultura Democrática de los Guatemaltecos en el Nuevo Siglo, Guatemala, ASIES, 2002

- ▶ CIRMA (Centro de Investigaciones Regionales en Mesoamérica) Colección ¿Por qué estamos como estamos ?, Volumen I, Taracena Arturo y otros, Etnicidad, Estado y Nación en Guatemala, 1808-1944, Guatemala, CIRMA, Antigua Guatemala, 2003.

- ▶ Collection ¿Por qué estamos como estamos ?, Volumen II
- ▶ Adams, Richard et Basto, Santiago : Las relaciones étnicas en Guatemala, 1944-2000, Guatemala, CIRMA, Antigua Guatemala, 2003

- ▶ Comisión para el Esclarecimiento Histórico Guatemala. (Commissions pour l'Éclaircissement Historique Guatemala.)

- ▶ Memoria del Silencio, Guatemala, UNOPS, 1999 Gobierno de Guatemala/URNG Acuerdos de Paz, Guatemala, Fundación Friedrich Ebert, 1997

- ▶ Mission de Vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) Treizième Rapport sur les Droits Humains, Guatemala, MINUGUA, 2002

Consultations Diverses :

- ▶ **Presse Libre** www.PrensaLibre.com, **Siècle XXI** www.sigloxxi.com, **El Periodico** www.elperiodico.com.gt

- ▶ Programme de Nations Unies pour le Développement - PNUD - Second Rapport sur le Développement Humain en Amérique Centrale et Panama, San José, PNUD, 2003

- ▶ Projets Interdiocésin de Récupération de la Mémoire Historique (REMHI) I Guatemala : jamais plus, Guatemala, ODHAG, 1998

- ▶ Systèmes de Nations Unies au Guatemala. Guatemala : la force incluse du développement humain, du Guatemala, du Système de Nations Unies au Guatemala, 2000

- ▶ Guatemala, développement humain, femmes et santé, Guatemala, Système de Nations Unies au Guatemala, 2002

Guatemala : la tragédie paysanne continue au Guatemala avec les paramilitaires de la l'après-guerre.

► **Vela, Manolo.** Relations civique-militaires en Amérique Centrale Guatemala, l'UNESCO/flacso, 2004

Traduction pour **El Correo** : Estelle et Carlos Debiasi